

## Le clergé jette un pavé dans la marre politique au Burundi

PANA, 18/06/2008 Bujumbura, Burundi - Les évêques de l'Église catholique du Burundi sont "fortement préoccupés par la mauvaise situation socio-politique générale du pays", qu'ils imputent à l'absence d'un "leadership responsable et patriotique capable de conduire la nation vers des lendemains meilleurs", apprend-on de source religieuse à Bujumbura. Cela ressort d'un message écrit de dix pages qui sera régulièrement lu aux messes dominicales dans le but de faire comprendre aux ouailles d'où vient et où va le Burundi.

La puissante Église catholique du Burundi revendique comme fidèles plus de 75% de la population. Si le pays va toujours mal, la faute incombe, d'abord et avant tout, aux hommes politiques qui passent l'essentiel de leur temps à se disputer des "intérêts généraux", souligne en substance le message. Les chicanes internes à pratiquement tous les partis politiques sont une illustration parlante de la défense des intérêts généraux que met en exergue le message dont la véhémence du ton tranche avec la discrétion habituelle du clergé local. La cacophonie à la tête des institutions nationales agace également les ecclésiastiques burundais qui n'hésitent pas à parler, au passage, de "Tour de Babel" dans laquelle se trouve enfermé le pays. Les signataires du message ne sont pas non plus rassurés par les lenteurs observables dans la négociation d'un accord de cessez-le-feu global et durable entre l'État burundais et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU- FNL, rébellion). Dans le même registre sécuritaire, le clergé s'inquiète des lenteurs dans le programme national de désarmement des populations civiles alors que les armes à feu pullulent encore et ne cessent d'endeuiller le pays. La démobilisation d'anciens combattants de la décennie écoulée de guerre civile ne se passe pas non plus à la grande satisfaction des évêques catholiques du Burundi, comme le souligne toujours leur déclaration. Dans le domaine social, les signataires fustigent certaines pratiques dommageables, comme la "corruption, la course pour l'enrichissement illicite et le détournement des deniers publics". Le mécontentement social généralisé découlerait principalement de la mauvaise gestion des deniers publics et de la répartition inéquitable des maigres ressources nationales, explique-t-on toujours dans le message des religieux burundais. Les évêques catholiques du Burundi terminent en renvoyant se ressourcer les acteurs politiques nationaux dans leur accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, qui préconise la paix et la réconciliation nationale.